

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

AVIS 32.265/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

ADVIES 32.265/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, le 24 septembre 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté ministériel "pris en exécution de l'arrêté royal du ... relatif au transport de choses par route", a donné le 5 décembre 2001 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 24 september 2001 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer verzocht haar, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van ... betreffende het vervoer van zaken over de weg", heeft op 5 december 2001 het volgende advies gegeven :

EXAMEN DU PROJET

Préambule

1. Il n'y a pas lieu de reproduire la motivation de l'urgence dans le préambule, dès lors que l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat est demandé dans un délai ne dépassant pas un mois et non dans un délai ne dépassant pas trois jours.

2. A l'alinéa 7, après les mots "article 84, alinéa 1^{er}, 1^o", il y a seulement lieu d'écrire "des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat".

Dispositif

Article 1^{er}

1. Il est renvoyé à l'observation générale a) formulée dans l'avis 32.264/4, donné ce jour.

2. A l'alinéa 1^{er}, comme dans une vingtaine d'articles du projet, l'arrêté royal du (...) relatif au transport de choses par route est mentionné in extenso. Afin d'alléger le texte, il est proposé d'insérer les mots "ci-après désigné "l'arrêté royal"" avant les mots "y compris les manuels".

Article 4

Cette disposition doit se trouver dans l'arrêté royal qui doit fixer lui-même le montant des indemnités et rétributions payées au membres du jury.

Article 14

1. A l'alinéa 1er, 3°, il y a lieu d'omettre les mots "ou son représentant".

En effet, compte tenu de la nature des fonctions attribuées au secrétaire du jury, il ne convient pas d'organiser, aux 2° et 3°, un mécanisme de représentation.

2. A l'alinéa 1er, 4°, Il y a lieu de préciser qui décide de l'exclusion d'un candidat qui trouble l'ordre, qui fraude ou qui tente de frauder. Ce pouvoir pourrait être attribué au président ou au vice-président du jury qui statuera en fonction des informations qui lui seront transmises par le secrétaire du jury ou par un surveillant.

Article 16

Il y a lieu d'omettre le paragraphe 4. En effet, l'ensemble des notes doivent être soumises à la délibération du jury en séance plénière.

Article 20

1. Au paragraphe 1^{er}, 1°, e), les mots "déclaré en faillite en son nom personnel" doivent être omis. En effet, l'article 8, § 1^{er}, 3° de la loi du 3 mai 1999 relative au transport de choses par route, ne vise que l'hypothèse où une personne physique est frappée d'une interdiction d'exercer une activité commerciale édictée en vertu de l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 relatif à l'interdiction judiciaire faite à certains condamnés et failli d'exercer certaines fonctions, professions ou activités.

La même observation vaut pour le 2°, g).

2. Le paragraphe 1^{er}, 2°, vise l'hypothèse du requérant qui "n'est pas une personne physique". Il fait ensuite une distinction selon que le requérant est ou non une personne morale.

.../...

L'article 2, 10°, de la loi du 3 mai 1999, précitée, ayant entendu donner la possibilité à une association de fait ou à un organisme public sans personnalité juridique d'être titulaire d'une licence de transport, il est suggéré de mentionner au paragraphe 1^{er}, 2°, les associations de fait ou les organismes publics sans personnalité juridique plutôt que de faire référence à un requérant "qui n'est pas une personne physique" ou qui n'est pas "une personne morale".

Article 25

L'on n'aperçoit pas pour quelle raison les paragraphes 2 et 3 s'appliquent uniquement au titulaire d'une licence de transport visée au paragraphe 1^{er}, c'est-à-dire au titulaire d'une licence de transport relative à un véhicule automobile pris en location pour une durée n'excédant pas six mois.

Selon le fonctionnaire délégué, l'intention était seulement de viser le titulaire d'une licence de transport national ou d'une licence de transport communautaire.

Le texte sera précisé afin d'éviter toute ambiguïté.

Article 27

Le paragraphe 1^{er} fait en partie double emploi avec l'article 31, § 2, de l'arrêté royal.

Article 28

Le paragraphe 1^{er} fait en grande partie double emploi avec l'article 31, § 3 de l'arrêté royal.

Article 29

Cet article fait en grande partie double emploi avec l'article 32, § 3, de l'arrêté royal.

Article 30

Il est renvoyé à l'observation générale a) formulée dans l'avis 32.264/4, donné ce jour, en ce qui concerne la désignation de l'A.S.B.L. Institut de Transport routier et, s'agissant des redevances, à la même observation générale b).

Article 33

Le paragraphe 1^{er} n'apporte aucune précision par rapport à l'article 51 de l'arrêté royal. Il doit être omis.

Article 34

Il convient de préciser que les fédérations mentionnées ont l'obligation de délivrer les lettres de voiture, même aux entreprises qui n'en sont pas membres ou alors de prévoir que les lettres de voitures sont délivrées également par l'administration.

Titres IV et V

Ils s'intituleront respectivement : "LA COMMISSION (...)" et "LE COMITE (...)".

Article 39

Compte tenu de la référence faite à l'article 39, § 2, 3° et 4°, de la loi du 3 mai 1999, précitée, ce n'est pas uniquement la question de l'honorabilité qui risque de se poser mais également les questions relatives à la direction effective et permanente de l'entreprise ou au siège d'exploitation. Les mots "dont l'honorabilité pose problème" sont donc trop restrictifs.

Article 41

Ce n'est ni à un arrêté ministériel, ni même à un arrêté royal, mais à la loi qu'il revient de prévoir que la commission peut se documenter auprès des greffes des cours et tribunaux et auprès de toute personne privée ou de toute personne de droit public.

Article 43

Les indemnités dues aux membres de la Commission doivent être prévues dans l'arrêté royal.

Article 49

Compte tenu de l'article 50 qui fixe la date d'entrée en vigueur de l'arrêté au 1^{er} janvier 2002, l'article 49 n'a pas d'utilité et doit être omis.

Pour la même raison, il y a lieu d'omettre dans le projet d'arrêté ministériel, l'indication de montants en francs belges. Il convient également de remplacer la mention "EUR" par la mention "euro".

Annexes

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur la nécessité de veiller à ce que les lettres de voitures qui font l'objet des annexes 8 et 10 du projet comprennent toutes les mentions requises par la convention CMR. Il en va de même de l'annexe 9 qui est le modèle de lettre de voiture pour les déménagements lesquels, en vertu de l'article 38, §§ 2 et 3, restent soumis à la loi du 25 août 1891 portant révision du titre du Code de commerce concernant les contrats de transport.

Observations finales

1. Au sein de chaque article renvoyant aux annexes, les mots "du présent arrêté" seront omis. Cette observation vaut notamment pour les articles 18, 21 et 32.

2. Le texte néerlandais du projet, laissant à désirer, doit être fondamentalement revu du point de vue de la langue.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Aanhef

1. De motivering van de spoedbehandeling behoeft niet in de aanhef te worden weergegeven, aangezien de afdeling wetgeving van de Raad van State verzocht wordt haar advies uit te brengen binnen een termijn van ten hoogste een maand en niet binnen een termijn van ten hoogste drie dagen.

2. In het zevende lid dienen de woorden "artikel 84, eerste lid, 1°," alleen te worden gevolgd door de woorden "van de gecoördineerde wetten op de Raad van State".

Dispositief

Artikel 1

1. Er wordt verwezen naar algemene opmerking a) van advies 32.264/4, dat vandaag is uitgebracht.

2. In het eerste lid wordt, net als in een twintigtal andere artikelen van het ontwerp, het opschrift van het koninklijk besluit van (...) betreffende het vervoer van zaken over de weg in extenso vermeld. Om de leesbaarheid van de tekst te verbeteren, wordt voorgesteld om artikel 1, eerste lid, als volgt te redigeren :

"Artikel 1. Voor de inschrijving voor de cursussen over de onderwerpen vermeld in bijlage 2 bij het koninklijk besluit van ... betreffende het vervoer van zaken over de weg, hierna te noemen «het koninklijk besluit», en voor de aanschaf van de handboeken dient een som van ten hoogste 732 euro, de belasting over de toegevoegde waarde niet inbegrepen, te worden betaald."

Artikel 4

Deze bepaling hoort thuis in het koninklijk besluit, waarin het bedrag moet worden vastgesteld van de bezoldigingen en vergoedingen die aan de leden van de examencommissie moeten worden betaald.

Artikel 14

1. In het eerste lid, onderdeel 3°, dienen de woorden "of zijn vertegenwoordiger" te vervallen.

Gelet op de aard van de taken die de secretaris van de examencommissie ten deel vallen, is het immers niet raadzaam om in de onderdelen 2° en 3° in een mechanisme van vertegenwoordiging te voorzien.

2. In het eerste lid, 4°, behoort te worden aangegeven wie beslist of een kandidaat die de orde verstoort, bedrog pleegt of bedrog tracht te plegen, uitgesloten wordt. Die bevoegdheid zou kunnen worden opgedragen aan de voorzitter of de ondervoorzitter van de examencommissie die uitspraak kan doen op grond van de inlichtingen die de secretaris van de examencommissie of een surveillant hem meedeelt.

Artikel 16

Paragraaf 4 behoort te vervallen. De examencommissie moet immers in plenaire vergadering over alle cijfers kunnen beraadslagen.

Artikel 20

1. In paragraaf 1, onderdeel 1°, e), dienen de woorden "noch in persoonlijke naam failliet werd verklaard, noch een verbod heeft opgelopen" te worden vervangen door de woorden "geen verbod heeft opgelopen". Artikel 8, § 1, 3°, van de wet van 3 mei 1999

.../...

betreffende het vervoer van zaken over de weg heeft immers alleen betrekking op het geval dat aan een natuurlijk persoon verbod is opgelegd om een handelsactiviteit uit te oefenen krachtens het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 betreffende het rechterlijk verbod aan bepaalde veroordeelden en gefailleerden om bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen.

Deze opmerking geldt eveneens voor onderdeel 2°, g).

2. Paragraaf 1, onderdeel 2°, heeft betrekking op het geval dat de aanvrager geen natuurlijk persoon is. Vervolgens wordt een onderscheid gemaakt naargelang de aanvrager al dan niet een rechtspersoon is.

Aangezien ook feitelijke verenigingen en openbare instellingen zonder rechtspersoonlijkheid krachtens artikel 2, onderdeel 10°, van de voormelde wet van 3 mei 1999 houder kunnen zijn van een vervoersvergunning, wordt voorgesteld om in paragraaf 1, onderdeel 2°, te gewagen van feitelijke verenigingen of openbare instellingen zonder rechtspersoonlijkheid in plaats van te verwijzen naar een aanvrager die "geen natuurlijke persoon is" of die "geen rechtspersoon is".

Artikel 25

Het is niet duidelijk waarom paragraaf 2 en paragraaf 3 alleen van toepassing zijn op de houder van de vervoersvergunning waarvan in paragraaf 1 sprake is, dat wil zeggen op de houder van een vervoersvergunning voor een motorvoertuig dat wordt gehuurd voor een periode van hoogstens zes maanden.

Volgens de gemachtigde ambtenaar was het alleen de bedoeling te verwijzen naar een vergunning nationaal vervoer of een vergunning communautair vervoer.

De tekst dient te worden gepreciseerd om die onduidelijkheid weg te werken.

.../...

Artikel 27

Paragraaf 1 vormt ten dele een overlapping met artikel 31, § 2, van het koninklijk besluit.

Artikel 28

Paragraaf 1 vormt grotendeels een overlapping met artikel 31, § 3, van het koninklijk besluit.

Artikel 29

Dit artikel vormt grotendeels een overlapping met artikel 32, § 3, van het koninklijk besluit.

Artikel 30

Er wordt verwezen naar algemene opmerking a) van advies 32.264/4, dat vandaag is uitgebracht, wat betreft de aanwijzing van de vzw Instituut voor Wegtransport, en wat de retributies betreft, naar algemene opmerking b) van datzelfde advies.

Artikel 33

Paragraaf 1, die geen enkele precisering bevat ten opzichte van artikel 51 van het koninklijk besluit, dient te vervallen.

Artikel 34

Er behoort te worden bepaald dat de federaties en verenigingen waarvan sprake is, verplicht zijn de vrachtbrieven af te geven, ook aan de ondernemingen die niet bij hen zijn aangesloten, tenzij bepaald wordt dat de vrachtbrieven ook door het overheidsbestuur kunnen worden afgegeven.

Titels IV en V

Het Franse opschrift van deze titels behoort als volgt te worden gesteld :
"LA COMMISSION (...)" en "LE COMITE (...)".

Artikel 39

Gelet op de verwijzing naar artikel 39, § 2, 3° en 4°, van de voormelde wet van 3 mei 1999, kunnen er niet alleen vragen rijzen omtrent de betrouwbaarheid van de betrokkene maar ook omtrent de daadwerkelijke en permanente leiding van de onderneming en betreffende de bedrijfszetel. De woorden "van wie de betrouwbaarheid een probleem vormt" zijn dan ook te beperkend.

Artikel 41

Dat de commissie zich mag documenteren bij de griffies van de hoven en rechtbanken, alsook bij elke privé-persoon of elke publiekrechtelijke persoon, mag alleen in een wet worden bepaald en niet in een ministerieel besluit, noch zelfs in een koninklijk besluit.

Artikel 43

Welke vergoedingen aan de leden van de Commissie moeten worden uitgekeerd, moet in het koninklijk besluit worden bepaald.

.../...

Artikel 49

Gelet op artikel 50, waarin wordt bepaald dat het besluit in werking treedt op 1 januari 2002, dient artikel 49 als doelloos te vervallen.

Om dezelfde reden moet in het ontwerp van ministerieel besluit de vermelding van bedragen in Belgische frank vervallen. Bovendien moet de vermelding "EUR" worden vervangen door de vermelding "euro".

Bijlagen

De steller van het ontwerp wordt er opmerkzaam op gemaakt dat ervoor moet worden gezorgd dat de vrachtbrieven waarvan sprake is in de bijlagen 8 en 10 bij het ontwerp alle vermeldingen bevatten die krachtens het CMR-Verdrag vereist zijn. Hetzelfde geldt voor bijlage 9, dat het model is van de vrachtbrief voor verhuizingen, waarvoor, krachtens artikel 38, §§ 2 en 3, van de wet van 3 mei 1999, de wet van 25 augustus 1891 houdende herziening van de titel van het Wetboek van Koophandel betreffende de vervoersovereenkomsten van toepassing blijft.

Slotopmerkingen

1. In elk artikel waarin naar een van de bijlagen wordt verwezen, dienen de woorden "bij dit besluit" te vervallen. Deze opmerking geldt inzonderheid voor de artikelen 18, 21 en 32.

2. Op taalkundig gebied moet de Nederlandse tekst van het ontwerp, die zeer voor verbetering vatbaar is, grondig worden herzien.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame
Mevrouw

M.-L. WILLOT-THOMAS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs
de Heren

P. LIÉNARDY,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPÉRÉE,

assesseur de la section de législation,
assessor van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme V. FRANCK, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. V. FRANCK, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS